



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 12 FÉVRIER 2020**

L'an deux mille vingt , le douze février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, KERLAN Frédéric, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
CRENN Jean (pouvoir à MASCLEF Evelyne)
HERROU Monique (pouvoir à MAILFERT Gilles)
JÉZÉQUEL Marc (pouvoir à CORRE Michel)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à BESCOND Yvon)
MOULLEC Yvan (pouvoir à COJEAN Michel)
PAGE Marie-Renée (pouvoir à GODET Nathalie)
ROUBY Solenn (pouvoir à RIOU Michel)

Absents

CANN Joël

Conseil de Communauté du 12 février 2020
Délibération n°DCC2020_032

Objet	Travaux usine TRIGLAZ - Extension des consignes de tri - garantie d'emprunt
Rapporteur	Laurence FORTIN
Service	Services techniques
Thème	Finances

Laurence FORTIN donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La loi de transition énergétique a fixé des objectifs ambitieux en matière de recyclage matière, en imposant notamment une généralisation de l'extension des consignes de tri des emballages ménagers à l'ensemble des emballages plastiques à l'horizon 2022. Dans sa configuration actuelle, le centre de tri TRIGLAZ, mis en service en septembre 2013, ne peut pas traiter l'ensemble des plastiques.

Aussi, des travaux sont engagés par la Société publique locale SOTRAVAL à hauteur de 6 800 000 € financés :

- pour partie par un emprunt de 2 500 000 € auprès de la caisse régionale du crédit agricole (CRCA), nécessitant pour les actionnaires de se porter caution à hauteur de 50 % du montant emprunté par Sotraval, en fonction des parts détenues par chacun de ses actionnaires. La présente délibération propose que la Communauté garantisse 50 % de cet emprunt à hauteur de son actionnariat, soit 2,5 %, représentant un montant à garantir de 66 231,91 €.

Les modalités de prêts obtenues par Sotraval auprès de l'organisme bancaire sont les suivantes :

- Montant total du prêt à garantir : 2 500 000 €
 - Garanties du financement : cautionnement des Collectivités actionnaires de la Société Publique Locale pour l'exploitation d'équipements de traitement et de valorisation des déchets de la région Bretonne (SOTRAVAL-SPL), l'emprunteur : Brest Métropole, Morlaix Communauté, CC du Pays de Landerneau-Daoulas, CC du Pays d'Iroise, CC de Plabennec et des Abers, CC du Pays de Landivisiau, CC du Pays de Lesneven Côte des Légendes, Haut Léon Communauté et CC Presqu'île de Crozon Aulne Maritime, à hauteur d'un montant total de 50 % du prêt, soit 1 250 000 €, au prorata chacune de leur participation dans le capital de SOTRAVAL-SPL.
 - Montant du prêt à garantir par la CC du Pays de Landerneau-Daoulas : 66 231,91 €
 - Durée du prêt : 93 mois (dont 9 mois de différé d'amortissement)
 - Taux d'intérêt : taux fixe à 0,45 %
 - Amortissement : progressif
 - Périodicité : trimestrielle
 - Date de première échéance : 15/03/2020
 - Date dernière échéance : 15/09/2027
- pour partie par un prêt de 2 500 000 € contracté auprès de la BPGO mais ne nécessitant pas de cautionnement.

Ce projet est également financé par des subventions de l'ADEME (680 000 €) et de CITEO (proche de 1 000 000 €).

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la loi Galland du 05/01/1988 relative aux garanties d'emprunt,
Vu le décret 88-366 du 18/04/1988 relatif aux modalités d'octroi des garanties d'emprunt,
Vu les statuts de la société publique locale SPL SOTRAVAL,
Vu les travaux à réaliser par la SPL SOTRAVAL et ses modalités de financement via l'emprunt,
Vu les actions détenues par la Communauté représentant 5,3 % du capital de la société publique locale,
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 14 janvier 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la garantie d'emprunt à accorder à la société publique locale SPL SOTRAVAL à hauteur de 66 231,91 €

Article 2 : Autorise le président à signer avec le CRCA le contrat d'emprunt correspondant.